

Parti Communiste Français

INFO RESEAU

Bulletin édité par le réseau PCF Action - Novation - Révolution
2 place du Colonel Fabien - 75019 Paris

N° 3

Novembre 2004

EDITO

Oser l'ambition communiste

Le Conseil national du mois d'octobre a décidé d'engager le Parti dans un grand débat sur la stratégie. Depuis le dernier congrès, notre réseau a dépensé trop d'énergie pour que ce débat se poursuive, pour ne pas se réjouir de cette décision. Encore faut-il que dans ce débat, chacun annonce clairement ses intentions et que les communistes puissent décider en toute connaissance de cause. Avec le rapport au CN de Patrick Cohen-Seat, je pense qu'il n'y a pas le compte. On en reste malheureusement aux effets d'annonces et donc aux slogans.

Notre Parti doit avoir l'ambition de peser sur les principaux choix de politique nationale et européenne. Pour cela, il est indispensable d'intervenir directement dans l'action et les rapports de forces, afin de faire évoluer ces deux facteurs vers l'objectif de la transformation sociale. Or, bien que les mots ne manquent pas, ces questions décisives sont bizarrement absentes des objectifs du Conseil national d'octobre. On multiplie les déclarations sur la rupture avec le libéralisme, mais sans développer vraiment, jusque dans l'organisation de l'action des communistes, des contre-propositions rassembleuses, capables de faire le poids face aux arguments sociaux-libéraux. On persiste dans la recherche d'un type de rassemblement hétéroclite, prétendument à gauche du PS, mais incapable en réalité de peser en favorisant la prise en mains, par les salariés, les chômeurs les jeunes, les femmes, les retraités de grands axes de transformation sociale radicale. La publication de l'appel dit « des 200 » malgré les dénégations, confirme, à contrario, la nécessité de faire conjuguer ambition, projet communiste et action.

Travailler à un rassemblement majoritaire pour des transformations radicales, suppose une toute autre construction politique. D'abord un programme d'alternatives révolutionnaires à la crise du capitalisme qui embrasse l'ensemble des questions posées à notre peuple, du dynamisme et de la contribution pour les luttes, une stratégie politique de participation à tous les lieux de pouvoir qui ne renouvelle pas les expériences qui ont échoué, une direction communiste qui fait vivre les organisations du Parti dans une démarche indépendante de réflexions et d'actions. Il ne suffira pas de proclamer « Parti », « organisation, renforcement », pour que les conditions objectives en soient réalisées.

Autant de raisons, qui nous ont conduits à nous mettre en réseau, pour une exigence de réorientation et d'organisation effective de l'action. Cette exigence sort renforcée, s'il en était besoin, de la session d'octobre du Conseil national.

Paul Huttli
Membre du Conseil national

Sommaire

Page 2	Election présidentielle : Un candidat communiste ? Pas si sûr... <i>par Catherine Robineau</i> Plus d'adhérents pour un projet communiste <i>par Pascal Borelli</i> Un bulletin au service du débat
Page 3	Construire le non pour la transformation de l'Europe capitaliste <i>par Benoît Monier</i> L'appel des 200 : Rassemblement de la confusion <i>par Frédéric Bernabe</i> Après le vote sur le PGE <i>par Nicolas Marchand</i>
Page 4	Allemagne : Luites sociales et contradictions du PDS <i>par Bruno Odent</i> Liberté pour Marwan Barghouti <i>par Claude Marchand</i>
Page 5	Quatre orientations pour contribuer à l'action du Parti pour l'Emploi <i>par Yves Dimicoli</i>
Page 6-7	Ile-de-France : Conférence Régionale pour l'emploi <i>par Marie Jo Dimicoli</i> Haute-Savoie : Des décisions de luttes <i>par Roland Farre</i> Bouches-du-Rhône : Esprit de suite <i>par Marie Françoise Palloix</i> Facom : on continue <i>par Gilles Grosgeorge</i> Parlons salaires, smic <i>par Gisèle Cailloux</i>
Page 8	Les ouvriers et la politique : critique du livre de Simon et Michalat <i>par Stéphane Bonnerly</i>

Election présidentielle : UN CANDIDAT COMMUNISTE ? PAS SI SÛR...

Une lecture rapide du rapport au dernier Conseil national du mois d'octobre, aurait pu rassurer les communistes qui veulent, dans leur immense majorité, un candidat communiste à l'élection présidentielle de 2007, s'il n'existait pas cette phrase : « *il est logique, il sera efficace et donc souhaitable que la candidature émanant du rassemblement pour l'élection présidentielle de 2007 soit communiste* ».

Derrière un flot de phrases qui fleurent bon l'identité communiste, toute la démarche vise, en fait, à la désignation de ce candidat par les forums. Autrement dit, les communistes seraient dessaisis de cette désignation ou au mieux auront-ils à ratifier une candidature fortement sug-

gérée par d'autres.

D'ailleurs, le flou a été savamment entretenu durant toute la durée du Conseil national. Bien que plusieurs camarades aient fait la demande expresse de décider maintenant qu'il y aura bien un candidat communiste à l'élection présidentielle, aucune précision formelle n'a été apportée de la part du groupe dirigeant. Pourtant une chose simple s'énonce clairement. C'est pourquoi, nous répéterons sans relâche que pour nous il faut un candidat communiste, un candidat choisi par les communistes.

Catherine Robineau

Plus d'adhérents pour un projet communiste

Après avoir modifié en profondeur les statuts, fait disparaître dans les faits les structures de proximité qu'étaient les cellules au profit d'assemblées générales de section qui ne rassemblent dans les meilleurs des cas que 15% à 20% des adhérents, la direction du parti remet à l'ordre du jour une campagne pour gagner des milliers de nouveaux adhérents. J'ai envie de dire qu'il est plus que temps quand la consultation des communistes sur le PGE laisse apparaître à peine 100 000 communistes sur l'ensemble du territoire. Pour que cette campagne réussisse, encore faut-il s'en donner les moyens.

Deux données sont à mon avis indispensables.

La première est d'inscrire cet objectif comme une donnée politique permanente de la vie du parti. Nous avons tellement lâché sur cette question que nous sommes, dans un grand nombre de sections et de fédérations, incapables de connaître, ne serait-ce qu'approximativement, le nombre d'adhérents. Normal puisqu'il n'y a plus dans la quasi totalité des sections et des fédérations de responsables à l'organisation, au renforcement et à la vie du parti. En disant cela, je ne suis pas un nostalgique des cellules « fantômes » qui n'existaient que sur le papier mais plutôt quelqu'un qui cherche comment associer le maximum de communistes à la vie de leur parti pour une intervention au plus près de la vie des gens : dans l'entreprise, le quartier, la ville...etc.

La deuxième condition, sans doute la principale, est de donner à voir un véritable projet politique de transformation de la société, un véritable projet communiste et que ce projet trouve sa traduction dans l'activité et les initiatives quotidiennes. Je pense par exemple aux questions touchant à l'emploi avec notre proposition de Sécurité d'Emploi ou de formation, à celles de la protection sociale avec la question centrale du financement, aux services publics, aux droits nouveaux ou encore à notre bataille pour le NON à la constitution Européenne. C'est seulement si les gens nous trouvent utiles pour changer la société qu'ils viendront ou reviendront vers nous.

Pascal Borelli

UN BULLETIN AU SERVICE DU DEBAT DANS LE PARTI

Vous avez entre les mains le N° 3 du bulletin du réseau Action – Novation – Révolution. Nous nous sommes fixés l'objectif d'une parution bimestrielle. C'est un outil de notre réseau pour alimenter le débat politique dans le parti, un outil pour le rassemblement et l'unité de tous les communistes. Outil pour le débat, nous apportons notre contribution alternative pour une stratégie communiste.

Outil pour l'action, nous voulons faire vivre de grandes avancées théoriques comme la *Sécurité d'Emploi ou de Formation* afin qu'elles se traduisent en luttes concrètes et multiformes (cf nos dossiers sur l'emploi et l'Europe).

Outil d'information et de formation, nous voulons alimenter la réflexion collective (cf notre article sur le livre « la classe ouvrière et la politique »).

Vous aussi, n'hésitez pas à nous donner votre opinion. (Mode d'emploi en dernière page).

Construire le « NON » pour une alternative à l'Europe de Maastricht

Le « NON » peut l'emporter lors du référendum sur la constitution européenne. Si on pense au résultat du référendum sur le traité de Maastricht de 1992, les divisions au sein des autres formations politiques pourraient, arithmétiquement, faire croire que c'est joué.

Pourtant les gesticulations politiciennes peuvent provoquer des réactions contradictoires. Le positionnement de Laurent Fabius est aussi l'expression d'un malaise à faire avaler la constitution giscardienne ultra-libérale, même si, sur le fond, il rejète ce texte parce qu'il ne le trouve pas assez fédéraliste.

On ne mobilisera l'électorat populaire que si on répond à ses attentes, si on lève le scepticisme ambiant sur la capacité de la politique à apporter remède à la situation de millions de gens. Le débat que doit impulser le PCF doit donc s'articuler et s'ancrer fortement autour d'alternatives transformatrices crédibles à la construction européenne actuelle, qui accentue les souffrances de notre peuple.

Pour combattre le chômage, quelle politique d'emploi – formation ? Pour la satisfaction des besoins, quelle

politique salariale et des revenus, quels services publics qui s'opposent au diktat de la Banque centrale européenne et à la réduction des budgets sociaux ? Quelle transformation profonde de tout le système bancaire pour faire reculer les marchés financiers.

Face au nivellement par le bas de la charte européenne des droits, quelles conquêtes de liberté, de démocratie, d'égalité ? Quelle Europe solidaire des pays émergents résistant aux menées impérialistes américaines ?

Cette campagne, pour gagner, doit être l'occasion de revivifier nos choix de l'Europe sociale, démocratique, pacifique, solidaire de peuples souverains et associés.

Benoît Monier

L'appel des 200

RASSEMBLEMENT DE LA CONFUSION

Tout ce qui va dans le sens du renforcement de la bataille pour s'opposer à la constitution européenne peut apparaître utile a priori. C'est à voir.

Créer, comme le propose l'appel dit des 200, un collectif national d'initiatives et appeler à des rassemblements similaires dans toutes les villes, en mettant en avant les dirigeants de la LCR, certains du PCF, quelques socialistes, est-ce la meilleure façon de mobiliser l'ensemble des militants et citoyens ?

Le texte reproche avec vigueur au « traité constitutionnel » de n'être « une constitution ni par son mode d'adoption, ni par son mode d'élaboration, ni par son contenu ». Mais avec quel mandat les dirigeants du Parti, et en premier lieu la secrétaire nationale, ont-ils signé un texte qui demande implicitement une constitution européenne ? Que des adhérents du Parti communiste français veuillent franchir le pas d'une Europe supra nationale dotée d'une constitution, c'est leur affaire. Mais jusqu'ici, les documents adoptés par les communistes ont toujours rejeté cette conception étatiste de l'Europe. Enfin cet appel parle d'une « autre Europe », en restant particulièrement vague sur son contenu.

Décidément on ne remplace pas une politique par un écran de fumée... fut-ce à 200 !

Frédéric Bernabe

Après le vote sur le Parti de la Gauche Européenne

Le vote des communistes sur l'adhésion du PCF au PGE a été organisé dans des conditions particulièrement peu démocratiques : dans la phase de vote, toute information pluraliste sur les termes du débat a été refusée. Seuls les arguments du vote « oui » ont été publiés. L'exécutif national s'est opposé à ce que puissent circuler et être portées à la connaissance des adhérents des raisons argumentées de voter « non » : notamment, le point de vue d'Yves Dimicoli, seul membre de la délégation au Congrès de Rome à avoir refusé de ratifier l'adhésion, a été déformé puis censuré, de même qu'ensuite un article collectif proposé à l'Huma puis à « Communistes ».

Dans ces conditions, le vote « NON » de plus d'un quart des militant-e-s qui se sont exprimé-e-s est significatif. Alors que nul, au sein du PCF, ne conteste le besoin d'une force politique européenne, le « NON » était le seul moyen offert d'exprimer l'exigence de construire autrement la force politique de coopération et d'action dont les communistes, les révolutionnaires ont besoin en Europe. On ne pouvait même pas se prononcer pour une position d'« observateurs ».

Cependant, bien des camarades qui ont préféré voter « oui » tout en étant attentifs aux critiques, l'ont fait avec des exigences de contenu et d'orientation qui convergent avec les motivations du vote « non ».

Cette convergence va trouver à s'affirmer. Dans la situation nouvelle que constitue la présence du PCF au sein du PGE et de ses organismes de direction, une nouvelle étape s'ouvre, pour faire prévaloir, face aux risques sérieux de dérive, une orientation de lutte sur des objectifs de transformation utile au combat révolutionnaire en Europe. Cela concerne nos débats stratégiques au sein du PCF comme son action et ses initiatives au sein du PGE.

Nicolas Marchand

Allemagne : luttes sociales et contradictions du PDS

Les divisions, les pressions sur les syndicats, les campagnes médiatiques et aussi l'absence de perspective alternative semblent avoir eu, pour l'instant, raison des marches du lundi en Allemagne, déclenchées, on le sait, par les ponctions sur les chômeurs programmées par la loi Harz 4 (voir l'humanité du 23 août ou du 2 octobre). Le constat pourrait bien être très provisoire puisque le mécontentement populaire continue de s'accumuler sous les effets de la poursuite du programme de démontages sociaux du gouvernement SPD-Verts de Gerhard Schröder, d'annonces de suppressions d'emplois massives et de chantages à la délocalisation. Les militants du PDS ont pris une part très importante dans le mouvement né au milieu de l'été, d'autant qu'il s'est surtout répandu à l'Est, dans l'ex RDA, où ce parti est bien implanté. Cependant, il n'en a pas pris l'initiative. Ceux qui l'ont fait sont des syndicalistes, des militants associatifs rassemblés dans un forum avec des acteurs des marches de l'automne 89 qui avaient fait sauter la chape antidémocratique du régime Honecker. Et comme en 1989, les manifestants clament « nous sommes le peuple », ce qui indique clairement que leurs aspirations à la justice sociale se situent ni plus ni moins au niveau d'un changement de société. Le PDS est apparu entravé pour répondre à ces aspirations par ses choix stratégiques. Le groupe dirigeant de ce parti, autour de son président Lothar Bisky, a choisi en effet de privilégier une démarche visant à légitimer coûte que coûte le PDS dans l'offre politique germanique, ce qui l'a conduit à négliger le contenu de ses alliances avec le SPD pour accéder à des responsabilités. Et cela en dépit de la fuite en avant social-libérale du parti de Schröder. D'où de terribles contradictions. A Berlin

où il participe au gouvernement régional, le PDS a ainsi cru bon d'accepter un « contrat de gouvernement » impliquant un super plan d'austérité pour faire face à la crise des finances publiques de la ville (suppressions de milliers d'emplois de fonctionnaires, coupes dans leurs salaires, dans les services publics). Une semaine avant le récent scrutin régional du Brandebourg, Lothar Bisky a laissé entendre qu'il serait prêt à accepter un aménagement de Hartz 4 à condition que le minimum chômage soit porté à 400 euros. Sous couvert que « le souci des plus pauvres passait avant les grands principes »⁽¹⁾. La démarche visait à faciliter une éventuelle négociation avec le SPD pour accéder à la tête du gouvernement du Brandebourg. Las le PDS qui, fort de son engagement dans la rue, était donné en tête de tous les partis par la plupart des sondages dix jours avant le scrutin, a vu brusquement diminuer son avance. Et sa progression, certes très sensible, a été moins importante que prévu, le SPD demeurant le premier parti du Land. Le statut du PDS - interlocuteur privilégié (parmi d'autres) du PCF outre Rhin - reste indiscutable. Mais son orientation actuelle (susceptible d'évoluer car elle est contestée au sein même de la formation) renforce plus que jamais la nécessité d'un vrai partenariat européen où chacun puisse faire valoir pleinement ses propositions plutôt que de se fondre, sous couvert d'unité, dans un compromis de sommet niveleur, castrateur en fin de compte des projets de véritable transformation de l'UE.

Bruno Odent

⁽¹⁾ in Neues Deutschland du 13 septembre

Liberté pour Marwan Barghouti

Reprenant une ancienne et belle tradition de luttes pour les libertés partout dans le monde, l'Humanité a lancé, lors de sa fête, une campagne pour la libération de Marwan Barghouti. Le député et dirigeant palestinien a été enlevé et condamné en pur arbitraire à 5 fois la prison à vie. Ce que les autorités d'Israël souhaitent au travers de ce déni de justice, c'est boucher toute perspective d'un règlement politique du conflit alors que Marwan Barghouti peut représenter un recours. On connaît le soutien inconditionnel que Georges W. Bush apporte à Sharon, même quand il envisage d'éliminer le Président Arafat. Plus inquiétant, le candidat démocrate John Kerry a déclaré « Yasser Arafat a prouvé son manque de vo-

lonté et son incapacité à agir comme un partenaire légitime dans le processus de paix ». Tout montre l'urgence de renforcer l'action pour une paix juste au moyen-orient. La campagne de l'Humanité pour libérer Barghouti et les 7500 prisonniers politiques palestiniens, va dans ce sens.

Claude Marchand

Au moment de boucler ce bulletin, l'inquiétude grandit à propos de l'état de santé de Yasser ARAFAT. Cela ne fait qu'augmenter la nécessité d'arracher Marwan Barghouti à ses geôliers.

QUATRE ORIENTATIONS POUR CONTRIBUER A L'ACTION DU PARTI POUR L'EMPLOI

Pour contribuer à l'action du Parti sur l'emploi, à la construction effective d'un mouvement national pour l'emploi, le réseau ANR propose les quatre orientations, liées entre elles, suivantes :

1- Fonds régionaux pour l'emploi et la formation (FREF) :

Nous voulons favoriser le passage à l'action des communistes sur leurs propositions de mise en place de Fonds régionaux pour l'emploi et la formation (FREF). A l'appui des luttes, salariés, citoyens, élus disposeraient ainsi d'un instrument de financement pour contribuer à modifier la gestion des entreprises en les responsabilisant par rapport à l'emploi et à la formation.

En ouvrant la possibilité de commencer à transformer les relations banques-entreprises sur le terrain, les FREF seraient, au service des luttes, un levier de réorientation du crédit bancaire, avec des taux d'intérêt abaissés pour favoriser les investissements des entreprises programmant efficacement le plus d'emploi et de formation

2- Organiser l'intervention dans les entreprises :

Il s'agit de faire concrétiser l'engagement pris, lors du dernier Conseil national, d'organiser dans chaque département, en liaison avec les décisions de la Conférence nationale sur l'emploi, un mouvement national pour avancer vers une sécurité d'emploi ou de formation à partir des luttes contre les délocalisations, les licenciements et les restructurations sauvages.

On peut proposer le protocole d'intervention suivant :

- Exiger des préfets qu'ils imposent des moratoires suspensifs et, pour obliger les employeurs à négocier, qu'ils les menacent de les obliger à rembourser toutes les aides publiques locales, départementales, régionales, nationales et européennes.
- Réunir des tables rondes avec salariés, CE, syndicats, experts, employeurs, élus, représentants des banques et pouvoirs publics pour :
- Vérifier la réalité des difficultés invoquées par les employeurs.
- Chercher à baisser d'autres coûts que les coûts

salariaux pour les traiter (banques, actionnaires, distributeurs et donneurs d'ordre, utilisation des équipements, de la recherche-développement, de la formation, des coopérations...).

- Mobiliser de nouveaux financements avec les FREF ;
- Maintenir, transformer des emplois ou opérer des reclassements choisis avec la formation.

3- Préparer le débat stratégique et l'élaboration des programmes électoraux :

La décision a été prise par le dernier CN de tenir des forums de discussion avec les représentants de toutes les formations politiques de gauche pour la « co-élaboration » d'un « programme de rupture avec le libéralisme ».

Nous participerons à ces forums avec l'objectif qu'ils soient tournés vers l'action, à partir tout particulièrement des luttes sur l'emploi, et qu'ils soient l'occasion de faire connaître les idées, les propositions relatives au projet de Sécurité d'emploi ou de formation, ainsi que celles visant à favoriser les interventions des usagers sur les services publics.

A l'inverse de certaines tentatives de noyer l'initiative communiste dans des alliances sans contenu ou à minimâ, nous voulons aider les militants du PCF à avancer des propositions de transformation sociale radicale concernant les objectifs sociaux, les moyens financiers, les pouvoirs.

4- Batailler pour une autre Europe :

La direction du parti doit respecter son engagement de donner une suite à la *rencontre européenne pour une sécurité d'emploi ou de formation* qui s'est tenue à Paris pendant la campagne des dernières élections européennes. Des décisions et un appel communs ont été rendus publics à cette occasion avec la perspective d'une nouvelle rencontre d'ici la fin de l'année. Cela concerne aussi un autre rôle de la Banque Centrale Européenne pour « refinancer » de nouveaux types de crédit et l'exigence de pouvoirs d'intervention des salariés et des citoyens jusqu'au niveau européen.

Yves Dimicoli

Ile-de-France

CONFERENCE REGIONALE POUR L'EMPLOI

Le conseil régional d'Ile-de-France a acté le principe d'une conférence annuelle pour l'emploi, le développement économique, l'économie sociale et solidaire et la formation professionnelle.

Cette initiative, programmée le 8 décembre, porte à la fois l'empreinte de la protestation contre l'insécurité sociale, avec le chômage, la précarité, les licenciements, qui s'est exprimée, pendant la campagne des régionales en Ile-de-France et celle des propositions portées par les communistes pour y répondre.

Le défi est de taille. Alors que le patronat et la droite sont à l'offensive pour imposer de nouvelles régressions sociales, que le PS ne semble pas vouloir tirer les leçons de l'échec de 2002, cette conférence régionale peut constituer un levier pour ouvrir en Ile de France le chantier de la sécurité d'emploi et de formation.

Il s'agit de commencer à remettre en cause les pouvoirs patronaux en matière d'emploi et de formation, avec de nouveaux droits d'intervention pour les salariés et leurs organisations. En même temps il faut trouver des financements nouveaux, avec un rôle nouveau du crédit bancaire et la création d'un fond régional spécifique, alimenté par redéploiement de certains crédits régionaux d'équipement et de développement économique.

Le caractère annuel de cette conférence peut permettre d'enclencher, dans les bassins d'emploi, dans les filières, une véritable dynamique d'intervention rassembleuse autour d'objectifs pouvant être modifiés ou renforcés suivant les résultats évalués chaque année.

A partir des diagnostics et des besoins d'emplois sur les territoires, ceux-ci pourraient concerner :

- Des d'objectifs annuels de création d'emploi et/ou de formation permettant de résorber graduellement les privations d'emploi et la précarité.
- L'ouverture de chantiers sur la politique industrielle et de services en Ile-de-France, comme celui engagé sur l'aéronautique.
- La création d'un fonds régional pour l'emploi et la formation avec la définition d'objectifs sociaux, de critères de financement et l'intervention des acteurs sociaux concernés pour un autre rôle du crédit.
- La mise en place d'une commission de contrôle de l'utilisation des fonds publics versés aux entreprises en Ile-de-France.

Telles sont quelques-unes des propositions que nous pouvons porter lors de cette conférence. Son enjeu politique n'échappera à personne.

Une rencontre est prévue le 17 novembre à 17h00, 117 rue de Charonne, avec la participation de Marie George BUFFET, pour mobiliser les communistes d'Ile-de-France sur ces chantiers. Les membres de notre réseau y sont invités.

Marie Jo Dimicoli

Haute-Savoie : DES DECISIONS DE LUTTES

Au cours des assemblées générales des communistes de Haute-Savoie, puis d'Annecy, notre réseau A.N.R. a fortement souligné qu'il fallait mettre un terme à l'attentisme, aux réticences, à l'absence d'impulsion dans le domaine déterminant de l'action avec l'ensemble des salariés et des communistes pour l'emploi. Cette question est centrale dans les entreprises du département (SNR, décolletage dans la vallée de l'Arve, PMI et sous-traitance, services publics...). Il est urgent, en effet, d'aller à la rencontre des ouvriers, employés, cadres, pas les mains vides mais avec des projets, des contre-propositions face à la précarité, aux bas salaires, aux licenciements, à la stratégie du patronat. Les débats très fructueux ont permis de mettre au premier plan de l'action des communistes Hauts-Savoyards le projet de sécurité d'emploi ou de formation pour les luttes immédiates. Avec le comité de section d'Annecy, une Commission pour l'Emploi et l'Economie a été mise sur pieds. Elle est chargée, en collaboration avec des salariés, des syndicalistes, des élus, de travailler sur les problèmes des entreprises, d'élaborer des propositions concrètes afin de donner aux communistes les outils nécessaires pour leur intervention, afin d'aller vers les salariés et construire avec eux des initiatives de résistance et de transformation de la politique économique et sociale.

Ces perspectives ont été rendues possibles par la clarté qui s'est faite dans le débat sur la nature et le type de rassemblement qu'il convient de construire pour l'alternative réelle.

Roland Farré

Esprit de suite dans les Bouches du Rhône

Avec esprit de suite, les militants communistes des Bouches du Rhône poursuivent leur action en faveur de l'emploi. On se souvient de la mise en place, l'an passé, de la caravane pour l'emploi suggérée par les adhérents de notre réseau. De nombreuses sections de Marseille et des alentours se sont

PARLONS SALAIRES, SMIC

inscrites dans cette démarche de construction alternative. La section du 11^{ème} arrondissement de Marseille se trouve en phase pour s'opposer à la décision de la direction de fermeture de l'usine Nestlé. En construisant un rassemblement des populations, des élus, des associations, des syndicats, plus de 1 500 personnes ont participé à une chaîne humaine et ont piqué-niqué autour de l'usine. Dans l'après midi c'est plus de 300 personnes qui ont participé au débat sur l'emploi avec la participation d'Yves Dimicoli.

Ces rencontres devront se poursuivre pour conserver ce site industriel indispensable pour l'emploi dans la cité phocéenne.

Prochaine initiative, prochaine étape : Arles et les LUSTUCRU.

Marie-Françoise Palloix

FACOM : ON CONTINUE

Moratoire, table ronde, bien des idées avancent avec la lutte des Facom et avec un président communiste du conseil régional qui s'engage clairement. Les communistes aident les salariés à se rendre compte que les problèmes viennent des choix patronaux et non des salaires ou des ouvriers chinois. Dès lors, pourquoi feraient-ils les frais de choix « stratégiques » auxquels ils n'ont jamais été associés ?

C'est d'ailleurs la question qu'ils (se) posent aujourd'hui en exigeant de l'actionnaire le licenciement du PDG et, de la part du gouvernement, comme chez Disney, un moratoire financier et le montage d'un pôle de l'outillage national dont ils seraient le centre.

Les communistes du Val-de-Marne et de l'Essonne font signer une pétition. Le maire UMP de la ville - qui proposait, il y a 6 mois, des colis aux futurs licenciés - se plaint aujourd'hui que seuls les salariés aient un projet industriel et financier à proposer.

Une question se pose désormais : Sommes-nous bien à la hauteur de cette colère ?

Hier notre parti a su être à l'initiative d'un vaste « mouvement pour la paix ». Contre la guerre à l'emploi dans le monde, il faut mettre toutes nos forces au service d'un « mouvement national pour l'emploi ».

Gilles Grosgeorge

Alors que les entreprises affichent des résultats financiers nettement en hausse, la situation se dégrade fortement pour le monde du travail. De plus en plus de salariés pauvres, de retraités en difficulté, de chômeurs ; le nombre de Rmistes croît de 10 % cette année.

Dans ces conditions, la bataille pour les 300 euros correspond à une nécessité immédiate. Les gens en grande difficulté ne peuvent se satisfaire d'une promesse de lendemains qui chantent.

Cette mesure répond donc à l'urgence, mais elle n'aura toute sa force que si elle s'inscrit dans une démarche qui s'attaque aux causes. Les gens, qu'ils soient salariés ou exclus du travail, ont besoin pour leurs luttes, d'autres réponses qui les mettent définitivement en situation de répondre à leurs besoins dans la dignité.

- *Une autre répartition des richesses* entre le travail et le profit n'est qu'une réponse très partielle, et à condition de ne pas la cantonner dans les limites du syndicalisme. Mais on ne saurait s'enfermer dans une telle approche, chère à la sociale démocratie, qui laisse intacte les conditions de production des richesses.

- *Le remboursement des aides publiques* en cas de licenciements est indispensable, mais celles-ci ne sont-elles pas à remettre en cause dans leur forme actuelle, dans la mesure où elles conduisent à mettre en concurrence nos régions et n'empêchent pas une entreprise de toucher simultanément des subventions d'une région tout en délocalisant dans l'autre.

- *Taxer les marchandises réintroduites en France.* Mais pour quelle utilisation ? Si on en reste à cette seule forme de lutte contre les délocalisations, elle peut se traduire par une pression encore plus forte contre les salariés et contre l'emploi.

Et l'idée même que l'Etat pourrait, par le biais d'une taxe, prendre le relais des patrons qui ne veulent pas augmenter les salaires, pose un sérieux problème. Par contre, ce qui est de la responsabilité entière de l'Etat serait de relever le SMIC.

Il faut s'attaquer en profondeur à la façon dont les richesses sont produites, à l'utilisation de l'argent des entreprises, au rôle des banques et du crédit sans déconnecter cette bataille concrète de celles des pouvoirs décisionnels des salariés dans l'entreprise et des citoyens.

C'est tout cela qui constituerait une politique salariale, levier de transformation sociale.

Gisèle Cailloux

LES OUVRIERS ET LA POLITIQUE

Critique du livre de Guy Michelat et Michel Simon

Synthèse de recherches menées de 1962 à 2002, cet ouvrage analyse l'évolution des attitudes politiques des ouvriers.

Les auteurs différencient la classe sociale objective et la classe subjective, apport théorique essentiel quand la conscience de classe est faible alors que le conflit de classe s'exacerbe. Ils quantifient le degré d'appartenance objective à la classe ouvrière des personnes interviewées (leur profession, celle des parents...) mais aussi leur sentiment d'appartenir à cette classe.

La "désouvriérisation" est moins objective que subjective. Contrairement aux idées reçues, le groupe ouvrier reste important (27%), c'est le sentiment d'appartenir à une classe qui, s'il existe encore, diminue fortement en 40 ans (51% à 33%). Ce sentiment, comme la capacité à se positionner sur l'axe droite / gauche, est plus faible quand l'individu a davantage d'attaches objectives avec le monde ouvrier et chez les jeunes.

Le rejet croissant de la politique institutionnelle cohabite avec l'intérêt pour les questions politiques et leur influence sur les conditions de vie.

La conscience de l'exploitation reste forte à tout âge : plus on est ouvrier, plus il y a d'hostilité à l'idéologie libérale, aux privatisations. Depuis 1988, la sympathie augmente pour les grèves et manifestations. Mais l'esprit contestataire a évolué vers une rupture croissante entre ces modes d'action et le vote.

La tendance lourde est le décrochage entre l'appartenance de classe objective et subjective. C'est dû à la déstabilisation d'un système qui avait sa cohérence entre : des collectifs solidaires de proximité ; une influence ouvrière

dans le conflit social ; la valorisation de la force de travail manuel ; le sentiment d'être représenté et soutenu par des organisations représentant et défendant les ouvriers. La précarisation objective et le sentiment d'être abandonnés en tant que membre d'une classe par les organisations ont pesé sur les votes ouvriers de 2002.

À méditer, une politique communiste s'adressant plus largement qu'avant aux nouvelles couches de salariés doit s'accompagner de l'aide à une prise de conscience de classe des exploités en défendant leurs intérêts, donc en se positionnant en tant que parti de classe : « *L'hypothèse d'un vote de gauche non ouvrier "moderne" peu sensible aux enjeux socio-économiques traditionnels, ne correspond, jusqu'en 2002 inclus, à aucune réalité observable* » (p. 345)

En simplifiant, les pertes du vote PCF ont surtout bénéficié au PS jusqu'en 1993 et à l'abstention ensuite, surtout chez les plus ou-

vriers, rejetant la gauche gouvernementale en 2002. La baisse du PC et de la gauche ne tient pas qu'à des causes "externes" (précarisation de la société...) mais aussi à leurs choix successifs, d'où des possibilités d'action dans d'autres directions. Chez les plus ouvriers également, les discours racistes et autoritaires ont progressé : le vote FN est au détriment de la droite parlementaire, mais chez ceux qui se sentent à droite ; l'identité de classe affaiblit l'attrance pour ces discours.

Il y a donc des déterminants de classe dans les comportements politiques mais pas de façon simple. Ce livre montre bien le décalage culturel qui se produit avec les ouvriers quand la gauche "morale" abandonne l'identité de classe et la lutte contre l'exploitation au profit de valeurs déconnectées des enjeux socio-économiques.

Stéphane BONNERY

SOUTIEN FINANCIER

Pour être édité régulièrement, ce bulletin a besoin de votre soutien financier.

**Les chèques sont à libeller à l'ordre
de « Réseau ANR »
et à adresser à l'adresse ci-dessous**

Pour contacter le réseau :

Parti Communiste Français

Réseau " Action – Novation – Révolution "

2 Place du Colonel Fabien – 75019 PARIS

E-Mail : pcf.reseau.anr@wanadoo.fr

Téléphone : 01.40.40.12.15 ou 01.40.40.11.19 et 06 08 98 28 55